

Témoignages

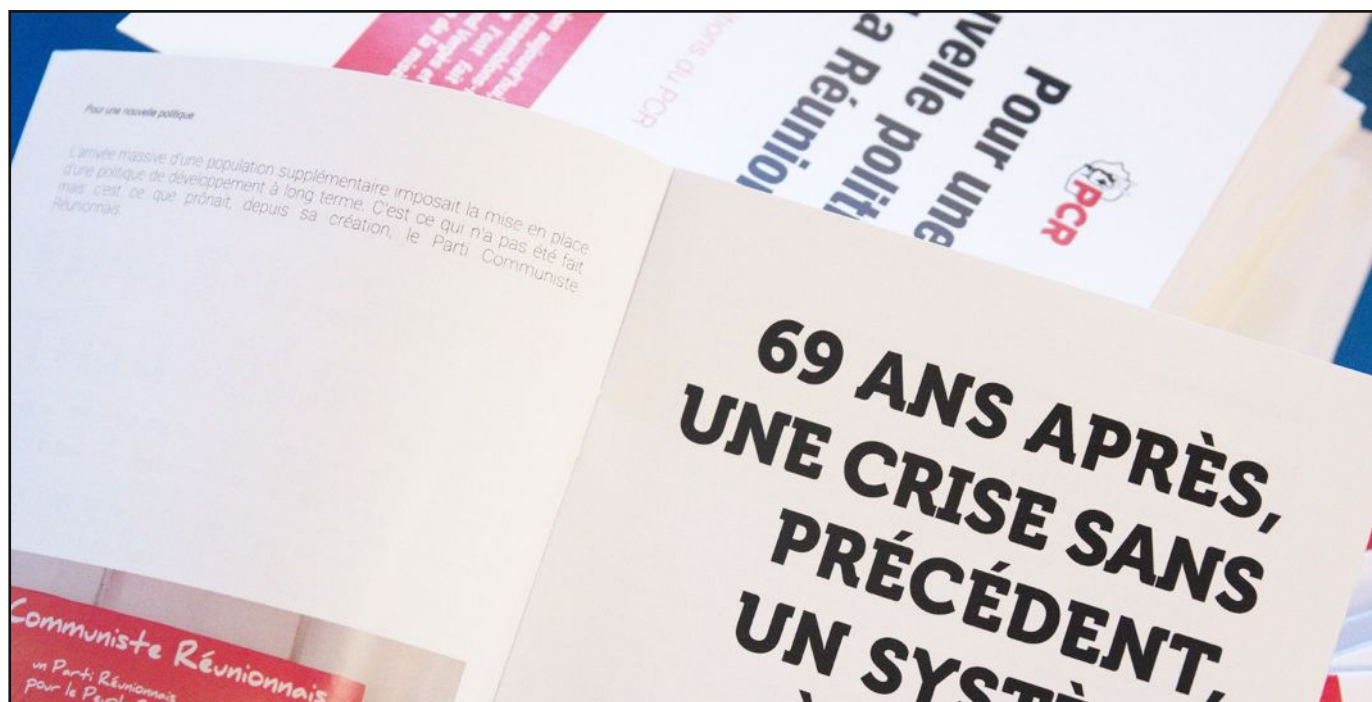
JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18132 - 70ÈME ANNÉE

Près de 176.000 demandeurs d'emploi

Seule solution : opposer aux démolisseurs la rigueur du rassemblement sur un projet

Les chiffres du mois de mars de Pôle emploi confirment la crise : 175.610 Réunionnais étaient inscrits comme demandeurs d'emploi. Cette situation ne doit rien à la fatalité. Elle est le résultat de décisions politiques prises par des démolisseurs qui veulent encore sévir.



La campagne d'explication du PCR est lancée: un rassemblement pour redresser l'économie de La Réunion est possible.

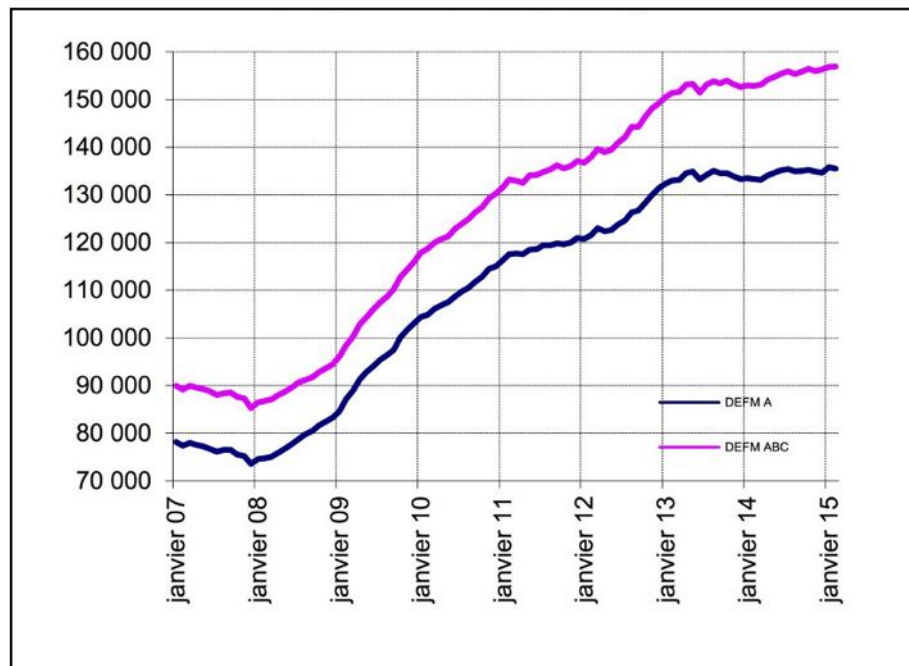
Souvenons-nous de ce mot d'ordre de Ho-Chi-Minh : « une fois le yankee battu, nous bâtirons le pays 10 fois plus beau ». Il l'avait lancé en 1969, au plus fort de l'offensive de l'armée des États-Unis contre le Vietnam. Seuls les militants convaincus pensaient que ce mot d'ordre était réaliste, et qu'il allait survivre au décès de celui qui l'avait lancé. Car 6 ans plus tard, le pays était libéré, et il allait pouvoir se reconstruire.

La Réunion fait face aujourd'hui à une catastrophe, c'est la hausse continue du nombre de demandeurs d'emploi. Leur nombre se rap-

proche inexorablement de 176.000. Depuis des décennies, notre île est touchée par le chômage de masse. Tout a commencé à s'accélérer au début des années 1970 quand plusieurs décisions politiques ont été prises. Ce fut tout d'abord la signature par la Fédécane de Virapoullé de l'accord de 1969 avec les usiniers. Ce document a changé les rapports au sein de la filière, en dépouillant le planteur de la propriété globale et en le réduisant à un rôle de simple fournisseur de matière première, la canne, le végétal.

Le résultat est aujourd'hui sous nos yeux : de plus de 10 usines à 2, de

plus de 24.000 livreurs de cannes à moins de 4.000. Quelques années après cet accord scélérat, c'est au tour du géranium d'être sacrifié au nom des intérêts de la France : plusieurs milliers de planteurs sont ruinés malgré de violentes manifestations de protestation. Parallèlement, le gouvernement refusait de soutenir le développement de La Réunion. Pour faire face à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, il ne proposait que leur exil en masse vers la France, c'était la période du BUMIDOM.



Évolution de la courbe du chômage à La Réunion.

L'Alliance avait redonné l'espoir

Ces décisions ont fait gonfler le chômage. Elles avaient accentué la crise et, dès 1975, le taux de chômage était déjà à 25 %. L'arrivée au pouvoir de la gauche en France en 1981 a précipité la crise puisque la barre symbolique du million de chômeurs a été dépassée. Cela a débouché sur les émeutes de Saint-Denis en 1991. L'union des Réunionnais au Conseil régional a alors permis de limiter les dégâts. Il a fallu attendre 1998 pour qu'un espoir de sortie de crise soit visible.

Avec l'arrivée d'une majorité conduite par Paul Vergès, la Région Réunion allait se mettre à l'heure du développement durable. Toutes les actions se sont inscrites dans une stratégie : préparer La Réunion du million d'habitants. Cela suppose construire les infrastructures et anticiper les besoins en énergie. Pour cela, la Région avait lancé d'une part des grands chantiers, et d'autre part le mot d'ordre d'autonomie énergétique. Cela a fait de La Réunion un pays admiré dans le monde entier. Ce n'était pas qu'une vitrine, car la confiance revenait et le chômage commençait enfin à diminuer.

Les démolisseurs aux commandes

L'embellie a été de courte durée, car remise en cause par l'arrivée au pouvoir des élus démolisseurs. C'est Didier Robert qui donne le signal de l'offensive en 2007 : il casse

le projet de rocade Sud. Un chantier de 100 millions d'euros était prêt à démarrer. À part l'Alliance, aucune organisation politique ou syndicale n'a protesté contre ce forfait. Le signal allait être bien compris par des équipes nouvellement élues à la tête des municipalités en 2008. À Saint-Denis, le Pôle océan est sabordé, tout comme le Zénith intercommunal. À la place de ces réalisations se dressent aujourd'hui un terrain vague et un parking. À Saint-Paul, Bello stoppe l'hippodrome. Le projet était tellement avancé que des jeunes étaient déjà partis se former en France au métier de lad-jockey... et elle a l'outrecuidance de parler de la jeunesse.

C'est dans cette période triste que la courbe du chômage est repartie à la hausse.

Tout s'est encore accéléré en 2010. Élu président de Région grâce au soutien des socialistes et de Bello, Didier Robert allait mettre en œuvre le plan de démolition de tous les grands projets. Seuls le lycée de Sainte-Anne et le pont de la rivière Saint-Etienne ont pu échapper à la casse, il était bien trop tard pour les stopper. Mais pour le reste, cela fut le coup d'arrêt à l'activité économique de La Réunion : arrêt du chantier du tram-train, remise en cause du projet Perben de nouvelle route du littoral, suppression de la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise, et du projet de couverture de la route des Tamarins par des panneaux photovoltaïques, gel des constructions de lycée. Le résultat ne s'est pas fait attendre, le chômage a atteint des sommets,

la confiance s'est envolée et les investisseurs aussi. Ainsi, la Martinique a pris à La Réunion le projet d'énergie thermique marine et devient aujourd'hui l'exemple en matière d'énergies renouvelables. Quant à la Guadeloupe, François Hollande y inaugurera le 10 mai prochain un centre culturel qui ressemble trait pour trait à une Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise.

Ils veulent encore le pouvoir

Manifestement, les démolisseurs ne sont pas rassasiés. Didier Robert veut se maintenir au pouvoir tandis que Bello fait monter les enchères en se déclarant candidate. Au même titre que Michel Vergoz, alors chef de file des socialistes à la Région, elle n'a jamais exprimé la moindre opposition à la casse des grands projets de l'Alliance. Un comble alors que quand elle était maire de Saint-Paul, la commune a le plus largement bénéficié des retombées du chantier du siècle : deux tiers des 38 kilomètres de la route des Tamarins.

Une autre politique est possible

Quand Paul Vergès était président de la Région, il a déployé une force inouïe pour bâtir et négocier des moyens exceptionnels. Les grands projets absorbent en effet beaucoup d'argent. La courbe du chômage s'était redressée. Les démolisseurs ont montré leur capacité de nuisance. Au nom de ceux qui souffrent au quotidien, il faut imposer la rigueur de la démarche de rassemblement sur la base d'un programme.

Depuis le 18 avril, le PCR a lancé une campagne d'explication autour de ses propositions. Cinq d'entre elles constituent un socle pour le rassemblement des forces vives qui veulent redresser l'économie de La Réunion :

- lutter pour sauver la filière canne,
- construction d'un train,
- 6 % de hausse des bas revenus,
- les énergies renouvelables,
- la création d'une instance de concertation des élus : le Congrès.

Comme vous pouvez constater, cette démarche est à l'opposé du bal des égoïstes hyper indexés. Qu'ils s'affirment de gauche ou de droite, femme ou homme, cela n'a aucune importance.

M.M.

Edito

Les chercheurs et le Parti communiste cubains honorés

Avec la fin de l'embargo imposé à Cuba pendant plus d'un demi siècle, le monde entier découvre la richesse de l'intelligence cubaine. Voici 2 événements qui intéressent beaucoup les Réunionnais. Vous ne trouverez pas ces informations capitales dans nos médias qui sont tellement occupés à dénigrer les communistes.

Tout d'abord, la Médaille d'Or de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) vient d'être décernée au médicament cubain Itoлизumab, « L'Itoлизumab est un anticorps monoclonal humanisé qui reconnaît l'antigène leucocytaire CD6, utilisé dans le traitement de maladies auto-immunes, notamment le psoriasis », a expliqué la Dr Maria de Los Angeles Sanchez Tores, directrice du Bureau cubain de la propriété intellectuelle. Ce médicament est indiqué chez les patients souffrant d'un psoriasis sévère, une inflammation chronique de la peau qui frappe près de 125 millions de personnes dans le monde.

Ensuite, invité à faire une communication sur son expérience à la Conférence mondiale sur le pied diabétique à Hollywood, à Los Angeles, le Dr Berlanga Acosta a signalé que des scientifiques, des spécialistes et des professeurs prestigieux des États Unis ont montré un vif intérêt pour l'impact du programme cubain, dans la prise en charge primaire et secondaire des malades.

« Un groupe important de professeurs, de cliniciens et de chirurgiens du pied souhaiteraient essayer le médicament cubain, car ils le reconnaissent évidemment comme une alternative

possible pour réduire le taux d'amputations dans le cas du diabète mellitus aux États-Unis », a-t-il déclaré.

Selon une étude du Pr Osvaldo Reyes Acosta, à la suite de l'enquête et du dépistage de patients souffrant de pied diabétique, il ressort que plus de 18 000 cas sont diagnostiqués chaque année à Cuba. Parmi eux, 10 000 patients qui présentent des risques d'ulcères complexes sont soignés à l'Heberprot-P. Au cours des sept ans de mise en œuvre de ce programme, plus de 38 000 patients ont été soignés avec ce médicament. Enregistré déjà dans 26 pays, l'Heberprot-P, qui a été appliqué à 160 000 personnes, éveille de plus en plus d'intérêt, du fait que selon l'Organisation mondiale de la Santé, le diabète mellitus touche aujourd'hui plus de 200 millions de personnes dans le monde, un chiffre qui pourrait s'élever à 366 millions en 2030.

Ces distinctions honorent le travail des experts cubains, certes, mais elles soulignent aussi la politique de santé publique du Parti Communiste Cubain.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Conséquences de graves inégalités et injustices

La ville de Baltimore en feu

Le gouverneur du Maryland ont annoncé lundi soir le déploiement de la garde nationale et imposé un couvre-feu nocturne. Baltimore est le théâtre d'émeutes depuis l'enterrement du jeune noir Freddie Gray, décédé dans des circonstances encore inexplicables, après son arrestation par la police.

Depuis l'annonce de la mort de Freddie Gray, des manifestations ont lieu quotidiennement dans cette ville de plus de 620 000 habitants, en grande majorité afro-américaine. L'émeute dans la nuit de samedi à dimanche 26 avril a dégénéré en violence entre les forces de l'ordre et les manifestants.

Les affrontements situés dans un quartier du nord-ouest de la ville, ont fait une quinzaine de blessés parmi les policiers, dont deux ont dû être hospitalisés, et conduit à une trentaine d'arrestations. Plusieurs supermarchés ont été pillés et incendiés, des voitures et véhicules de police ont été calcinés.

Les autorités ont appelé en renfort des milliers de policiers de la région et des soldats de la garde nationale du Maryland pour tenter de ramener le calme. D'après les services de police, ces renforts doivent servir essentiellement à monter la garde dans les zones sécurisées par la police de la ville.

Le gouverneur du Maryland, Larry Hogan, a également déclaré l'état d'urgence « pour restaurer l'ordre » dans cette ville située à une soixantaine de kilomètres de la capitale fédérale. De son côté, la maire de la ville, Stephanie Rawlings-Blake a annoncé un couvre-feu chaque nuit à compter de mardi à 22h00 locales jusqu'à 05h00 du matin, pendant une semaine.

Branle-bas de combat dans le Maryland

Ce mardi, le calme est revenu dans la ville, alors que plusieurs enquêtes sont en cours, dont une investigation fédérale menée par le ministère de la Justice, afin de déterminer les causes de la mort de Freddie Gray, mais surtout déterminer si les policiers en sont responsables. En effet, la police de

Baltimore a convenu que le jeune homme aurait dû recevoir une assistance médicale aussitôt après son arrestation.

Une vidéo de l'arrestation a mis en évidence des policiers plaquant au sol le jeune homme hurlant de douleur, avant de l'embarquer dans un fourgon. Lors de son décès, 80 % de sa colonne vertébrale était sectionnée à la hauteur des cervicales, selon les avocats de la famille. Les responsables de la police ont également reconnu que la ceinture de sécurité du jeune homme n'était pas bouclée dans le fourgon qui a fait trois arrêts inexplicables sur le chemin du poste de police. Une fois arrivée au commissariat, la victime a finalement été conduite en ambulance vers l'hôpital.

Six policiers ont été suspendus en attendant les résultats de l'enquête qui devraient être rendus au procureur du Maryland, le 1er mai. Ces conclusions détermineront s'il y a lieu d'engager des poursuites. « C'est au cours de son arrestation, alors qu'il n'avait commis aucun crime – en tout cas aucun qui justifie une arrestation, sauf le fait que c'était un Noir et qu'il courait », a déclaré lors d'une conférence de presse l'un des avocats de la famille. Freddie Gray devait passer devant le juge cette semaine pour une affaire de drogue plus ancienne.

Nouveau cas de violence policière

Le 19 avril, Freddie Gray décède d'une fracture des vertèbres cervicales, une semaine après son interpellation à Baltimore. Ce décès est le dernier d'une longue liste de bavures policières, qui ont ravivé les tensions raciales ces derniers mois aux États-Unis.

La cérémonie en hommage de Freddie Gray a rassemblé près de 3.000

personnes, famille, amis et anonymes, tous Afro-américains. Ces derniers ont tenu à rendre hommage dans le calme au jeune homme. Au cours de son éloge funèbre, le pasteur Jamal Bryant a assuré que Freddie Gray « a fait ce qu'on interdit aux hommes noirs de faire : il a regardé un policier dans les yeux ».

Une remarque peu anodine, tant la question raciale reste vive dans ce pays, qui a élu un homme afro-américain à la tête de la première puissance du monde. Pour l'avocat de la famille, Billy Murphy, « il y a une corrosion de la justice par ici », ajoutant que « nous sommes ici pour Freddie Gray, mais aussi parce qu'il y a beaucoup de Freddie Gray ».

Ce dernier a demandé un « procureur spécial » pour cette affaire et souhaité que les policiers portent des caméras sur eux. Un écran à l'intérieur de l'église baptiste New Shiloh projetait le message : « La vie des Noirs compte et toutes les vies comptent ». Depuis plusieurs mois des voix s'élèvent pour dénoncer la violence des forces de l'ordre à l'encontre des Noirs, mais également l'accroissement des inégalités.

Accroissement des inégalités entre noirs et blancs

De son côté, le militant Jesse Jackson a dénoncé « la pauvreté des villes comme une arme de destruction massive », a relevé l'Agence France Presse, lors d'une conférence de presse. Ce dernier a assuré qu'il y a une « épidémie de meurtres dans le pays ». « Nous sommes devenus trop violents, trop pleins de haine ». Une haine qui s'explique par les inégalités entre noirs et blancs.

Une étude de 2014 de l'institut Pew

Research Center a mis en exergue une Amérique qui en cinquante ans après le rêve de Martin Luther King, se réveille avec des tensions sociales et raciales extrêmes. Bien que des avancées ont été enregistrées entre 1967 et 2011, dans le domaine de l'éducation ou de l'espérance de vie, mais les écarts se sont aggravés sur le plan économique.

Le centre américain de la pauvreté note que 38 % des enfants noirs vivent en dessous du seuil de pauvreté en 2010 contre 12 % des enfants blancs. Globalement, en 2011, 28 % des noirs sont pauvres contre 10 % des blancs. Depuis 1967, le taux de chômage des Noirs est systématiquement deux fois supérieur à celui des Blancs, a indiqué l'Economic Policy Institute. En 2013, près d'un travailleur noir sur cinq s'est retrouvé au chômage.

Face à ce désenchantement de la lutte de Martin Luther King, entre autres, « la classe moyenne noire a développé un scepticisme croissant envers le processus d'intégration raciale. Les taux de ségrégation dans les villes diminuent légèrement depuis 30 ans, mais il faudra trois générations complètes pour atteindre une répartition spatiale équilibrée », ont expliqué François Bonnet (chargé de recherche au CNRS) et Clément Théry (docteur en sociologie de Columbia University), dans « Ferguson et la nouvelle condition noire aux États-Unis » (septembre 2014).

Ces derniers ont indiqué que « les actes de discriminations sont une constante du marché immobilier américain (près d'un cas sur deux pour les familles noires), et des mécaniques de préférence raciale qui freine l'intégration », sans compter le maintien par les Blancs d'une « forte prédilection pour vivre entre eux (le quartier idéal des Blancs n'a pas plus de 20 % de minorités) ». La présence d'un président noir n'aura pas amélioré la condition des afro-américains, qui ont vivement critiqué l'absence de politique visant à réduire les inégalités entre noirs et blancs. Pour beaucoup, la lutte contre les discriminations raciales a de beaux jours devant elle.

SaiLin

À la veille de la visite du Premier ministre japonais aux États-Unis

Défilé contre une nouvelle base US au Japon

Dans le centre-ville de Tokyo, des Japonais ont défilé dimanche contre la construction d'une nouvelle base militaire d'agression des États-Unis à Okinawa, île située au Sud du pays. Dans le même temps, le Premier ministre Shinzo Abe entreprend depuis hier une visite aux États-Unis. Il a déjà rencontré Barack Obama, avec au programme un renforcement des liens militaires entre les deux pays.



En rouge, les bases militaires US à Okinawa au Japon.

Des Japonais ont défilé dimanche à Tokyo. Ils refusent la construction d'une nouvelle base d'agression de l'armée américaine à Okinawa, île du Sud du Japon. La construction du camp militaire US est le résultat d'un accord entre le gouvernement japonais et celui des États-Unis. Elle se heurte à une forte opposition de la population. Même le gouvernement local est contre, et a fait part de son désaccord au Premier ministre.

Au Japon, les bases américaines n'ont pas forcément bonne presse. Elles sont associées au bruit, au crime et à la pollution. Près de 50.000 militaires et personnels des armées constituent ces troupes US, restées après la fin officielle de l'occupation du Japon en 1952, 30.000 sont à Okinawa. Le gouvernement japonais contribue à leur entretien chaque année, et les États-Unis versent un loyer pour l'occupation

de bases militaires. Plus de la moitié des bases US se situent dans l'île d'Okinawa. 85 % des habitants d'Okinawa sont contre la présence de bases américaines dans leur île, révèle un sondage du Okinawa Times datant de 2007.

Rappelons qu'en 1945, l'invasion d'Okinawa par l'armée des États-Unis avait provoqué la mort du quart de la population. L'île et son archipel sont restés jusqu'en 1972 sous administration des États-Unis.

Cette manifestation a eu lieu à la veille de l'arrivée de Shinzo Abe, Premier ministre du Japon, aux États-Unis. Après avoir visité avec Barack Obama le Mémorial Lincoln à Washington, le chef du gouvernement japonais doit faire un discours au Congrès aujourd'hui.

La visite prévoit en particulier le renforcement de la coopération entre les armées des deux pays.

Oté

La pa bézoin matla divé, kan ou lé dsi la plime !

Matante Zélida la ékri Justin :

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de – fon dovan l'éternité,
Ala k'in pé i komans ankor pou krétik mésyé Didier. Pou dir la vérité vré, bann krétikèr la pakor arète krétiké. So kou isi, par raport lo fèstival Sésèl. Kosa in pé i krétik so kou isi ? I krétik konsèy réjyonal pars i donn l'arzan pou roganiz lo fèstival Sésèl : in gran fèstival avèk vinn-nèf péi la partisipé. Zot i pans pa lé normal i ède inn-a-l'ot dann in fèstival konmsa ? Si zot i trouv pa normal sé ké, pou zot, lo kodévolpman na poin in sans ditou. Arzout èk sa lo kodévolpman avèk bann zil l'oséan indien ! D'après zot, sa la pa in l'okazion fé konète La Réunion, son valèr, son gayar épi tout sak i fé k'in péi i apèl bann vizitèr pou vni shé zot. Rozman mésyé Didier la pa dégonflé dovan bann kritik. Ni vé ni vé pa, nout l'avnir lé osi dann l'oséan indien é lo l'avnir, sa sé in n'afèr k'i doi z'ète préparé. Tok ! Pran sa pou toi !*

Justin la fé pou répons :

*Mon vyé matant ki koz touzour la boush rouvèr,
Moin lé konm vou, mi trouv normal shakinn i ède inn-a-l'ot, sirtou kan nou lé péi frèr. Solman oila, vi soré dir amoin kansa Sésèl la ède anou fé kékshoz ? Mi souvien pa. Mi souvien ké kan Sésèl lété ataké, nout parti kominis la fé son méyèr posib pou défann la républik Sésèl, é sa, dann in tan difisil.
Moin lé konm ou, mi vé bien ké ni ède nout bann voizin kan zot lé dann la difikilté. Kansa ? Par ébzans kan siklone i kraz Madégaskar... mé sa, i diré bann la droit i èm pa sa pou vréman. Kansa ankor ? kan demoun Komor i mor dann kwasa-kwasa, mi pans i fo ni dénons in n'afèr konmsa é sirtou ké ni bate pa la min pars plis vin mil komor lété ranvoyé shé zot shak ané.
Mi antan dir, pou l'IRT, fèstival Sésèl sé inn grann foir pou sak i profite l'arzan rényoné. Mi vann konm moin l'ashtë é mi èspèr i an voudra pa d'moin... Pars, mi vé dir i fo pa ni kroir ké nou mèm nou lé si rish ké sa, pars la mizèr i vien kongn dsi la port in bonpé d'moun La Rényon. Pars si ni fé pa antansion nou lé riskab fini konm Job dsi son ta fimyé. La pa pars nou l'aprè gaspiy lo kagnote anmasé par Paul Vergès ké ni pé kroir nou lé rish. Konm di lo kont, la pa bézoin matla divé kan ou lé dsi la plime. Tok ! Pran sa pou ou !*

Justin

« Mi vann konm moin l'ashtë. San bénéfis ! » – in kozman pou la rout

Kosa sa i vé dir ankor ? Sa i vé dir mi rann l'afèr konm moin la anprété. Konm moin la gingn ali, mi rann ali. Sa i vé dir, sak mi rakont, moin la pa parti bien oir si lété vré san pour san. Pars dé foi ou na lo tan bien kontrol sak ou i raport. Dé foi, ou na poin vréman lo tan. Alon koz in radio : demoun i rakont zot maléré sor, é koman lé z'ot i fé pa lé shoz konm i fodré. Lo l'animatèr, lé étoné, li domann ali : « Koman se fès in n'afèr konmsa ? ». Alé oir, tazantan li la pa parti oir si lo zistoir lé vré... Zot mèm, kosa zot i anpans ? arien ditou ! Lé pa posib ! Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz, é zot va oir si i fo pa pran lé shoz avèk la nyans k'i fo é pétète zot va rann azot kont ké, rant-rant i arivé dé foi ké ni pé z'ète dakor rantre noi.